



**ENSEMBLE,  
CONSTRUIRE  
UN MONDE JUSTE  
ET FRATERNEL**



Paris, le 15 Décembre 2018

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Enfance & familles • Logement / personnes à la rue • Emploi & insertion • Prisons • Migrants / gens du voyage Urgences France • Urgences internationales • **Plaidoyer international**

# **COP24 : Face à l'urgence climatique, les États se dérobent devant leurs responsabilités**

**Communiqué de presse des ONG du Réseau Action Climat à l'issue de la COP24.**

**Après deux semaines de négociations et une journée de prolongation, les 196 pays réunis pour la COP24 sont enfin parvenus à un accord. Mais le texte issu des discussions propose un manuel d'application de l'accord de Paris comportant des lacunes et pose des fondations fragiles pour limiter le réchauffement mondial à 1,5°C.**

Deux mois après la publication du rapport du GIEC et alors que les impacts du dérèglement climatique n'ont jamais été aussi visibles, les pays devaient saisir l'opportunité de la COP24 pour adopter un manuel d'application compatible avec la limitation du réchauffement à 1,5°C. Le texte approuvé aujourd'hui constitue une première base pour rendre les États redevables de leurs engagements et espérer pouvoir les relever tous les 5 ans. Mais il omet des éléments essentiels pour rendre la transition juste, inclusive, équitable et pour apporter des réponses aux plus vulnérables face à la crise climatique.

Tout d'abord, le texte ne prévoit pas l'inclusion des droits humains, de la sécurité alimentaire et de l'égalité de genre dans l'application de l'accord de Paris. Bien que 128 millions de dollars aient été promis au Fonds d'adaptation, le mode d'emploi établit des règles trop faibles pour rassurer les pays en développement que les financements climatiques seront bien réels et adéquats. Les conséquences irréversibles du dérèglement climatique, pourtant bien réelles, sont quant à elles reléguées au second plan. Faute d'accord, les discussions sur les marchés carbonés seront reportées à plus tard.

Au cours des deux dernières semaines, de nombreux pays vulnérables et des pays développés, dont plusieurs membres progressistes de l'Union européenne, ont déclaré être prêts à rehausser leurs objectifs climatiques avant 2020. Mais alors que le travail du GIEC a bien été reconnu, l'inertie de la Présidence polonaise et l'opposition persistante de quelques pays ont limité la portée du texte et l'obligation formelle de voir relever les efforts de tous les États avant 2020.



**ENSEMBLE,  
CONSTRUIRE  
UN MONDE JUSTE  
ET FRATERNEL**



Ces résultats sont d'autant plus décevants qu'à travers le monde, notamment en France, les citoyens appellent les gouvernements à accélérer sans attendre leurs actions climatiques. Pour le Réseau Action Climat, cette transition doit aussi être plus juste et intégrée dans un projet de société cohérent. Alors que la France se targuait d'allier une diplomatie classique des négociations climatiques à une diplomatie innovante à travers l'organisation des sommets « One Planet », la faible représentation politique au niveau gouvernemental a entaché son rôle de leader politique dans l'espace onusien.

Il revient désormais à tous les gouvernements de traduire les conclusions de la COP24 en politiques climatiques nationales plus ambitieuses, afin de revenir avant 2020 avec des objectifs relevés. En France, pour Emmanuel Macron, cela commence par placer au cœur de ses politiques publiques l'enjeu climatique et le respect des budgets carbone engagés dans la LTECV, au lieu de ralentir l'effort climatique. Cela vaut aussi pour l'Union européenne, qui doit aujourd'hui graver dans le marbre l'objectif de neutralité en gaz à effet de serre avant 2050 et surtout s'engager à revoir à la hausse son objectif de réduction d'émissions pour 2030. L'ensemble des pays devra revenir, lors du sommet sur le climat de l'ONU en septembre 2019, avec de nouveaux engagements plus ambitieux pour redresser la barre.

**Contact Presse:**

**Aurélia Carpentier**

01 45 49 73 23

[Aurelia.carpentier@secours-catholique.org](mailto:Aurelia.carpentier@secours-catholique.org)

---

**Le Secours Catholique – Caritas France**

En France, grâce à 3500 équipes locales (France métropolitaine et outre-mer) et un réseau de plus de 68 000 bénévoles et de 935 salariés, l'an dernier 1 440 000 personnes ont été accueillies et soutenues dans 2400 lieux d'accueil.

À l'international, en 2017, 687 opérations ont été menées dans 66 pays, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (165 Caritas) et 3 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale.

**Membres du réseau Caritas France :** Association des Cités du Secours Catholique, Fondation Caritas France, Fondation Jean Rodhain, Tissons la Solidarité, Foncière Caritas Habitat, Fédération de Charité Caritas Alsace